

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 6 (1999)
Heft: 1

Buchbesprechung: Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire? [sous la dir. de Yves Beauvois, Cecile Blondel]

Autor: Dongen, Luc van

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Obwohl viele interessante Themen angesprochen werden, hinterlassen die meisten Beiträge dieses Bandes ein unbefriedigendes Gefühl. So werden die Begriffe «Erinnerung» und «Gedächtnis» von den AutorInnen ganz unterschiedlich verwendet. Während einzelne Unterschiede zwischen (kollektivem) «Gedächtnis» und (individueller) «Erinnerung» unter anderem durch Bezug auf die Psychoanalyse herauszuarbeiten versuchen, wird von anderen der Begriff «Erinnerung» synonym zum Begriff des kollektiven «Gedächtnisses» verwendet, obwohl sich dieses ja auch auf Ereignisse beziehen kann, an die sich die einzelnen Individuen nicht persönlich erinnern. Wie genau sich nun individuelle Erinnerung und kollektives Gedächtnis gegenseitig beeinflussen, bleibt in den meisten Beiträgen unklar. Zudem werden zahlreiche theoretische Überlegungen angestellt (wie die oben angeführte Individualisierungsthese), bei denen es zumindest fraglich ist, ob sie einer empirischen Prüfung standhalten würden. Intensive Fallstudien fehlen aber in diesem Band weitgehend.

Eine wohlthuende Ausnahme stellt der Beitrag von Miriam Gebhard dar. Sie geht der Frage nach, ob bestimmte Erinnerungsstrategien bei der Emanzipation des deutschen Judentums eine Rolle spielten. Ihre Untersuchung zeigt beispielsweise, welche Orientierungsfunktion der Topos vom Familiengründer für die jüdischen Familien des 19. Jahrhunderts besass: Während diejenigen Familien, die sich noch immer mehr oder weniger stark dem religiösen Gesetz verpflichtet fühlten, die Erinnerung an einen mythisch frommen Urahn pflegen, fehlt eine solche Erinnerungsfigur bei Familien, die durch Mischehen oder durch Konversionen ihre Zugehörigkeit zum Judentum aufgekündigt haben. Dies stellt eine gelungene Illustration von Maurice Halbwachs' These dar,

162 ■ wonach der Rückbezug auf die Vergan-

genheit einem Kollektiv – wie hier einer Familie – auch Handlungsmodelle für die Gegenwart bereitstellt.

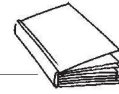
Man hätte sich mehr solche minutiösen Studien gewünscht. Mit einem etwas bescheideneren theoretischen Anspruch, dafür aber detaillierteren Fallstudien zur Untersuchung der Kategorie «Erinnerung» für historische Prozesse und für die Historiographie hätte der Band zweifellos gewonnen.

Christof Dejung (Zürich)

**YVES BEAUVOIS, CECILE BLONDEL
(SOUS LA DIR. DE)
QU'EST-CE QU'ON NE SAIT PAS
EN HISTOIRE?**

PRESSES UNIVERSITAIRES DU SEPTENTRION,
LILLE 1998, 202 P., FF 140.-

Sous un titre un peu lourd mais qui a l'avantage d'être direct, une large palette d'historiens et de sociologues français et étrangers tentent de répondre à la question posée par les deux éditeurs: «Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire?». Signalons d'emblée que nombre de contributions sont issues des Rencontres philosophiques organisées par l'UNESCO en 1995, ce qui donne déjà une indication sur la nature des textes: le lecteur navigue souvent dans des généralités et des professions de foi, qui se révèlent parfois un peu plates et décevantes (lire notamment l'article de *Serge Berstein*, «Comment un savoir historique est-il considéré comme acquis?»). Les domaines traités demeurent assez disparates, bien qu'ils constituent tous une manière de réflexion sur les limites de la connaissance historique, tant du point de vue épistémologique que méthodologique, politique, social, archivistique, culturel ou encore biographique – à travers le problème des rapports personnels que l'historien entretient avec son objet.



Dans la première catégorie, on trouve les réflexions de *Michel Winock* («A quoi sert l'histoire?»), *Robert Frank* («Penser la complexité: l'histoire des relations internationales») et *François Chazel* («Sur quelles bases établir des relations stables entre historiens et sociologues?»). Dans la seconde, il y a les articles de *Pierre Milza* («Des difficultés de la taxinomie au risque du nominalisme»), *Pierre Laborie* («Les concepts: de l'intuition à l'instrumentalisation. L'exemple de l'opinion publique») et *Maurice Tournier* («Des mots en histoire»), lequel plaide avec raison pour une histoire générale des usages linguistiques vus du côté des historiens et non des linguistes, afin de savoir «pourquoi tel mot a «pris» et non tel autre, et pour répondre à quelle nécessité ou quel fantasme [...]». (143) Les catégories du politique, du social, des sources et des mentalités apparaissent souvent indissociablement liées chez *Charles Kecskeméti* («Les moyens archivistiques pour faire échec à l'organisation de l'ignorance», article qui devrait intéresser quiconque travaille sur des archives d'Etat), *Nicolas Werth* («Soviétologie et archives soviétiques: confrontation et confirmation»), *Daniel Beauvois* («Les tentatives du politiques pour faire obstacle à la connaissance historique sont-elles illusoires?»), *Pierre Birnbaum* («Mythes à la française: du chauvinisme à l'antisémitisme») et *Gianni Perona* («Le silence des sources et le silence des historiens: y a-t-il des tabous en histoire?»). En ce qui concerne la dernière dimension suggérée, il convient de se reporter à la belle contribution de *Jeremy D. Popkin* («Connaissance de soi et connaissance historique: «ego-histoire» et savoir»). C'est dire que, dans ces pages, il est beaucoup question d'ignorance, d'oubli, de silence, de tabou, de manipulation et de la difficulté à constituer puis à transmettre le savoir historique. Etant donné qu'il n'est pas possible

de rendre compte de chaque article et qu'il est inutile de se hasarder dans une nouvelle analyse d'ensemble – l'ouvrage en contient déjà deux, l'une de *Yves Marie Hilaire* (préface), l'autre d'*Yves Beauvois* et *Cécile Blondel* (introduction) –, qu'il nous soit permis de concentrer nos remarques sur deux textes en mettant en évidence des aspects qui nous paraissent en parfait accord avec le thème de ce numéro. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage mérite d'être lu intégralement.

Commençons par *D. Beauvois*, qui s'attache à la délicate question des usages politiques de l'histoire et de la mémoire dans la Pologne du XX^e siècle. Comme l'écrit *Y.-M. Hilaire*, «le refus de laisser l'histoire jouer un rôle ancillaire dans un système totalitaire a caractérisé l'expérience polonaise. L'intelligentsia historique [...] a effacé l'amnésie provoquée par le pouvoir en restituant au peuple son histoire nationale. Cette réappropriation de l'histoire a fortement contribué à inspirer le mouvement populaire *Solidarnosc*. Cependant, aujourd'hui, les exigences politiques de la concorde nationale incitent à limiter les recherches sur un passé récent brûlant. Le délai de 30 ans pour accéder aux archives est dicté par la salubrité publique: la Pologne a choisi la mansuétude plutôt que l'hyper-moralisme et la rancune.» Tel est bien le propos de l'auteur qui rappelle d'abord les efforts tsaristes, allemands, staliniens puis post-communistes pour annihiler l'histoire de la Pologne et en faire un véritable non-lieu de mémoire, efforts entrecoupés par une vingtaine d'années (1918–1939) au cours desquelles deux tendances historiographiques polonaises divergentes ont tenté de s'affirmer, avant d'être balayées par le vent tragique de l'histoire. Depuis les années '70, le combat pour l'histoire et la mémoire n'a plus cessé, mais il n'a pas manqué de confronter la Pologne à de nouvelles difficultés. On

entreprit progressivement la chasse aux «taches blanches», les programmes et les manuels d'histoire furent réformés, des sources inédites exhumées fiévreusement. Le tournant décisif de 1989–1990 engendra une «histoire règlement de compte» (62) et entraîna à sa suite peurs et destructions de documents. Une loi du 31 janvier 1990 dut interdire la destruction d'archives. Les nouveaux pouvoirs hésitèrent entre l'exigence de paix sociale et celle de vérité historique, ne sachant trop où fixer les limites. Mazowiecki estima qu'une certaine dose de secret était à nouveau nécessaire. N'était-il pas dangereux d'ouvrir la boîte de Pandore après plusieurs décennies d'un régime qui s'était forcément assuré la complicité d'une grande partie de la population? Le premier ministre Olszewski, nommé par Walesa, fut d'un autre avis et le pays s'engouffra dans les tréfonds de son histoire. Au vu de l'ampleur des problèmes apparus, Olszewski dut démissionner et la Pologne fit machine arrière. On décida de geler l'accès aux archives des 30 dernières années, une pratique encore relativement généreuse comparée aux pays dits démocratiques. En même temps, «après l'engouement pour les psychodrames de rédemption, pour la conjuration de l'horreur concentrationnaire par des récits dramatiques, la population semble maintenant s'orienter vers des histoires de substitution où la fable et l'hagiographie tsaristes versent du baume sur les plaies» (64)...

G. Perona, pour sa part, entend poser un double problème, en relation avec l'histoire du fascisme italien pendant et surtout après la guerre. Premièrement, «le cas où l'historien ne peut étayer des connaissances pourtant certaines par des documents probants, ce que nous appelons le silence des sources». Deuxièmement, «le cas où l'historien réussit à établir des preuves, mais finalement décide

de garder le silence et d'en assumer la responsabilité». (160) En réalité, s'appuyant sur de vastes recherches qui ont abouti à la constitution d'une base de données comprenant 17'000 fiches d'individus inscrits au Parti national fasciste (PNF), Perona est conduit à évoquer au moins quatre types de silences qui grèvent la connaissance historique: le silence des sources, le silence des acteurs, le silence de la société et le silence de l'historien. Aux premiers temps de l'épuration, écrit-il, les archives fascistes disparurent presque entièrement. Accompagnant sinon provoquant la vindicte populaire, les plus intéressés à la disparition des traces de leur compromission ne se firent pas prier pour incendier les archives. Conséquence: on n'a péniblement retrouvé qu'une dizaine de séries complètes de dossiers de membres du PNF, alors qu'il devrait y en avoir environ 8000. Mais sur les fiches individuelles, constituées tant sous l'ère mussolinienne que républicaine, il n'est que rarement fait allusion à une activité politique, un mensonge dû aux personnes elles-mêmes dont dépendait l'enregistrement. «Je crois [...] qu'il faudrait reconnaître dans cet acte conscient accompli par tant de gens, qui ont voulu se soustraire à l'obligation de la cohérence, sans être jugés, ni opportunistes, ni traîtres, une donnée importante: le refus d'inscrire l'engagement politique parmi les éléments constitutif de leur identité. [...] Dans le cas du passage du fascisme à la démocratie le poids de l'ensemble de ces stratégies individuelles de reconstitution des identités par le silence est immense [...]» Le silence de la société consista ensuite dans l'acceptation tacite de la *faillite* dans la carrière politique: aux dires de l'auteur, on ne se montra guère soucieux de mettre en avant le passé fasciste de tel ou tel individu. Dans un autre cas, le silence de la société procède d'avantage encore du tabou. En effet,



l'auteur a remarqué que dans une série de plusieurs milliers de chefs d'accusation retenus contre les hommes inculpés pendant les deux années de la guerre civile (1943–1945), aucun ne concernait le viol de femmes, alors que la violence contre ces dernières est un phénomène caractéristique de cette époque. Du fait qu'en automne 1945 une loi écarta la possibilité de présenter une plainte individuelle en matière d'épuration, le silence devint total jusqu'aux premiers travaux récents à ce sujet. Par ailleurs, l'auteur montre que les femmes de l'ennemi, lorsqu'elles furent exécutées, ont été oubliées par la suite dans les récits. Le dernier cas de figure – le silence de l'historien – est illustré par le conflit de conscience qui assaille Perona, après qu'il a accepté de recevoir un témoignage mettant en cause la biographie exemplaire d'une militante et résistante communiste, à la condition de se taire. Riche en exemples et en réflexions (notamment sur l'utilisation de l'informatique en histoire), cette passionnante contribution nous incite à appréhender avec sens critique et humilité la complexité des récits de vie, surtout si les vies ont été tragiques et/ou héroïques.

Luc van Dongen (Berne/Genève)

HANNO LOEWY, BERNHARD
MOLTMANN (HG.)
ERLEBNIS – GEDÄCHTNIS – SINN
AUTHENTISCHE UND
KONSTRUIERTE ERINNERUNG
CAMPUS, FRANKFURT A. M. 1996, 300 S., FR. 46.–

«Authentische und konstruierte Erinnerung» – der Untertitel des anzuzeigenden Sammelbandes erweckt den Eindruck eines statischen Nebeneinander von zwei gleichberechtigten Erinnerungsmodi – und wird sogleich demontiert. Authentische Erinnerung ist ein Mythos. Das

erinnerte Vergangene ist sozial geformt und kulturell konstruiert. Ausgehend von diesem in der Geschichtswissenschaft populären Ansatz, fragt der Band nach den Voraussetzungen der Transformierung je individueller Erfahrungen zu Ausprägungen des kulturellen Gedächtnisses mit kollektiver Geltung. Der Publizist Hanno Loewy und der Historiker Bernhard Moltmann haben über ein Dutzend Aufsätze zusammengestellt, welche die verschiedenen sozialen, nationalen und kulturellen Formen vergesellschafteter Erinnerung an Katastrophen diskutieren.

Wer sich mit den Mechanismen historischer Sinnbildung auseinandersetzt, stösst angesichts von Katastrophenerfahrungen wie dem Holocaust, dem armenischen Genozid, dem Gulag und Hiroshima an die Grenzen des Darstellbaren. Das Unfassbare droht unfassbar zu bleiben, weil es sich den menschlichen Sinnkategorien entzieht. Wie kann einem Zivilisationsbruch trotz seiner begrifflichen Unzugänglichkeit gedacht werden, wie sein Vergessen verhindert werden ohne verfälschende Sinngebung? Dies Fragen bilden den roten Faden, der allen Beiträgen gemeinsam ist. Es geht, wie schon der Titel des Bandes anzeigt, um die Dynamik zwischen, aber auch um die Problematik innerhalb der Begriffstroika «Erlebnis – Gedächtnis – Sinn». Dazu zwei Ansätze:

Die Konstanzer Professorin für Anglistik und Allgemeine Literaturwissenschaft Aleida Assman schlägt in Anlehnung an Walter Benjamin das Konzept eines *auratischen Erinnerungsortes* vor. Eines Ereignisses, dessen Geschichte nicht erzählbar ist, weil «der Exzess der dort verübten Greuelthaten» das menschliche Fassungsvermögen übersteigt, eines Ereignisses das an einen Ort wie Auschwitz gebunden ist, kann in einer musealen Aufarbeitung nicht angemessen gedacht werden. Die zu Gedenkstätten und Mu-